

Conjoncture : l'ambiance politique est délétère

Les Nouvelles - 03/05/12

La vie nationale de ces derniers temps aura été marquée par une succession d'événements et de faits qui, selon de nombreux observateurs, constituent des signes annonciateurs d'une détérioration de la situation globale dans le pays. Comme si rien ne va plus sur cette île où règne actuellement une ambiance plus ou moins délétère au vu justement de ces événements.

Garde à vue

Pour les derniers jours du mois d'avril qui vient de s'écouler, il y a eu d'abord cette affaire de la radio «*Free FM*» dont deux des journalistes ont été attaqués en justice par un grand opérateur économique de la place pour «*diffamation publique, injure et propagation de fausses nouvelles*». Aux dernières nouvelles, les deux intéressés, en l'occurrence Lalatiana Rakotondrazafy et Fidèle Razara Pierre, ont été retenus en garde à vue pour 48 heures à la caserne de la gendarmerie de Betongolo à l'issue de leur audition qui s'y est tenue hier.

Néanmoins, il faut dire que la lettre de mise en demeure qui leur a été récemment notifiée par le ministère de la Communication y est aussi pour quelque chose. L'histoire nous rappelle pourtant que du temps où ils officiaient au sein de la radio-télévision «*Viva*», en 2009, Lalatiana et Fidèle... avec Harry Laurent Rahajason ou Rolly Mercia qui est devenu l'actuel ministre de la Communication, formaient ce qu'on pouvait appeler à l'époque le «*trio infernal*» qui a fait tomber l'ancien président de la République Marc Ravalomanana par leurs interventions parfois amères à l'encontre de ce dernier, et l'on peut aussi dire qu'ils ont été parmi les acteurs de premier rang qui ont propulsé l'actuel président de la Transition, Andry Rajoelina, à la magistrature suprême du pays. Mais leurs chemins se sont séparés actuellement.

Meeting raté

L'autre grand événement qui a marqué la fin du mois d'avril est la manifestation organisée, samedi dernier à Ambohitatovo, par les parlementaires de la mouvance Ravalomanana. Ils avaient prévu un meeting de «*compte rendu*» des travaux qui ont été effectués par le Parlement de la Transition au cours des précédentes sessions extraordinaires de celui-ci, mais le rendez-vous n'a pu avoir lieu... faute d'autorisation émanant des autorités compétentes. En tout cas, les forces de l'ordre qui ont quadrillé le site bien avant l'horaire prévu du meeting, ont dû disperser les manifestants par des tirs de grenades lacrymogènes. Dans le cafouillage qui s'ensuivit, il y a eu des arrestations mais surtout des blessés. Fort heureusement, ce n'étaient que des blessures légères sans trop de gravité... sauf peut-être pour certaines personnes qui n'ont pas supporté les effets des gaz. Parmi celles-ci figurent le chef de file local de la mouvance Ravalomanana, en l'occurrence l'actuel président du Congrès de la Transition, Mamy Rakotoarivelo, qui a dû observer un repos médical de trois jours, l'empêchant d'officialier à la cérémonie d'ouverture officielle de l'actuelle session parlementaire ordinaire au niveau de l'institution qu'il préside.

Mais tous les autres parlementaires de la mouvance ont aussi décidé de s'absenter à cette cérémonie pour marquer leur solidarité. Et la même absence a été remarquée au niveau du Conseil supérieur de la Transition qui a tenu sa séance d'ouverture de la session dans l'après-midi. Toutefois et pour manifester leur désapprobation de la «*répression*» (si c'est le cas de le dire) de la rencontre qu'ils avaient prévue, samedi, dans le cadre, semble-t-il, d'un compte rendu à la population des travaux qu'ils ont faits durant les précédentes sessions extraordinaires du Parlement, ils ont décidé de suspendre leur participation au sein des différentes institutions de la Transition. Cela concerne le Congrès et le Conseil supérieur de la Transition, le gouvernement d'union nationale et la Commission électorale nationale indépendante de la Transition (Cenit).

Hier, lors d'un bref entretien, le membre du CST, Eliane Naike, nous a confié qu'elle envisage sérieusement de ne plus réintégrer cette institution.

Bombe artisanale

Les derniers événements en date sont, d'une part cette bombe artisanale (encore une fois) qui a explosé à Analakely. Hier, en effet, des esprits malintentionnés ont déposé une bombe sous le châssis d'un véhicule appartenant aux services de l'ambassade de France, lequel était garé devant les locaux de l'Institut français de Madagascar (IFM). D'après des riverains, personne n'a vu qui a pu déposer l'explosif sous cette voiture, mais tout le monde a été surpris par la violence de la détonation au moment de son explosion.

D'autre part, on assiste à une intensification des grèves. A celle qui a été décrétée par les enseignants du Sempama s'est jointe hier celle des élèves de l'enseignement technique mais à la différence que ces derniers revendiquent plutôt la reprise et la continuation de leurs cours

Voilà en gros le topo de la situation. Tout cela, sous les regards des représentants de la communauté internationale dont notamment, ceux du bureau de liaison de la Sadc lesquels ont même fait le déplacement à Ambohitovo, samedi dernier... pour «*être aux premières loges*» (?) et ceux des experts électoraux internationaux (Nations unies et OIF) qui effectuent actuellement une mission d'évaluation dans le pays.

Dans une certaine mesure, un tel topo ne plaide pas en faveur du régime de Transition qui tente, malgré tout, de «*limiter les dégâts*» en donnant sa vision de la situation par rapport à toutes les critiques dont il fait l'objet.

Violation de la souveraineté nationale

En marge de la cérémonie de remise de véhicules à la commune urbaine d'Antananarivo (CUA), le président de la Transition, Andry Rajoelina, s'est exprimé hier sur tous ces événements.

Concernant les menées de la mouvance Ravalomanana, il a expliqué : «*Nous sommes actuellement dans un gouvernement d'union nationale... Les conversations et les dialogues doivent se faire à des endroits appropriés pour cela, entre quatre murs et non dans la rue. Ce n'est point ce que veut le peuple malgache qui a ras-le-bol des actes de déstabilisation. L'heure est à la construction et non à la destruction... Personne n'a été forcée de signer la feuille de route et si certains veulent sortir de ce processus, c'est leur affaire. Cela dépend tout simplement de la conscience de tout un chacun, de la responsabilité des politiques signataires de la feuille de route face à la situation actuelle*».

Pour ce qui est des événements de samedi dernier, et particulièrement concernant la présence des membres du bureau de la Sadc à Madagascar, Andry Rajoelina a indiqué : «*Les manifestations non autorisées n'engagent que les manifestants et les forces de l'ordre. C'est une affaire entre eux. La Sadc n'a rien à faire là-dedans. Ainsi, nous considérons ce geste comme une violation de la souveraineté nationale*».

Evoquant la grève du Sempama, le président a déclaré : «*Ce n'est pas en cette période de Transition qu'il faut revendiquer tout ce que l'on n'a pas eu depuis des années. Notre mission est de sortir Madagascar de cette impasse politique. L'avenir de la génération future doit primer avant tout autre intérêt. Et si jamais il n'y a aucun examen cette année, qui en sera le responsable ? Je ne peux en aucun cas cautionner le fait de prendre en otage l'avenir de nos progénitures. Ainsi, j'attends les agissements des responsables face à ce problème, au plus tard cette semaine. Sinon, je saurais prendre les mesures nécessaires et on verra la suite*».

Il reste toutefois à savoir si ces explications du président sont entendues par leurs destinataires respectifs, auquel cas on peut espérer un redressement de la situation.

Gouvernance d'union nationale

Malheureusement, on a la curieuse impression que n'ayant connu la résurrection politique que par la faveur d'une crise, certains esprits veulent bien que cela perdure. Ils savent pertinemment que toutes les institutions actuelles ne dureront que quelques mois d'ici les élections, mais valent-elles la peine de provoquer une nouvelle crise pour des intérêts corporatistes ou politiques?

La réponse à cette question est venue du premier ministre Omer Beriziky qui, lors du conseil de gouvernement d'hier, a clairement signifié qu'il est toujours disponible pour le dialogue, «*mais le gouvernement auquel la feuille de route a assigné une mission précise, doit être présent et poursuivre son travail afin de répondre aux besoins journaliers de la population*».

En fait, le chef du gouvernement a surtout répondu aux doléances des ministres de la mouvance Ravalomanana qu'il a reçus avant le début de ce conseil. Ces derniers lui ont fait part de leur désapprobation de la tournure des événements de samedi dernier à Ambohitovo. Après quoi, ils sont partis mais pas tous car le vice premier ministre Pierrot Botozaza est resté pour assister à la suite des travaux du conseil. Par contre, tous ces ministres de la mouvance Ravalomanana n'ont pas participé au conseil des ministres qui s'est tenu au palais d'Iavoloha dans l'après-midi.

Par ailleurs, le vice premier ministre Hajo Andrianainarivelo s'est également exprimé sur le comportement de ces ministres de Ravalomanana. Il a notamment axé son intervention sur le principe d'une gouvernance d'union nationale, laquelle devrait, dans la sincérité, dialoguer et gouverner ensemble. Et lui d'inviter les uns et les autres à ne bloquer ni la marche des affaires courantes nationales, ni le processus de la sortie de crise en retardant par exemple les textes de lois qui ont un calendrier parlementaire, dont notamment le projet de loi sur le «*Filankevitra ny Fampihavanana malagasy*» (FFM ou littéralement : Conseil pour la réconciliation malgache).

Miadana Andriamaro

Source : <http://www.newsmada.com/conjoncture-lambiance-politique-est-deletere/>